

abolition des armes nucléaires

Stop Essais

BULLETIN
D'INFORMATION

NUMÉRO 170
OCTOBRE 2007

ISSN 1161-6741

Le président Nicolas Sarkozy a contacté Stop Essais...

Coup de téléphone un samedi matin... C'est Nicolas Sarkozy en personne qui m'appelle : « Je souhaite que l'avis de Stop Essais soit pris en compte par la commission chargée de l'élaboration du Livre blanc sur la Défense (cf. bulletin SE de septembre 2007). J'ai cinq minutes à vous consacrer ; je vous écoute ». Mon ego sans doute flatté, je me suis surpris à enchaîner : Ben, Monsieur le Président, il me semble que nous pourrions vous suggérer une rupture dans trois domaines principalement, afin que notre politique de Défense contribue effectivement à l'élaboration des conditions d'une paix effective sur notre planète.

Tout d'abord, avancer résolument vers un désarmement nucléaire complet. La France a tous les atouts en main pour montrer l'exemple dans ce domaine. En renonçant aux programmes récemment lancés ou projetés de « modernisation » de son armement : laser Mégajoule (qui vise à fabriquer les armes miniaturisées du futur) et missile M 51 en particulier (qui risque de faire de la Chine notre prochain « ennemi »). En ouvrant nos sites nucléaires aux inspections citoyennes (cf. www.nonaumissileM51.org), la France prouverait sa volonté d'aller dans le sens de l'Histoire en soutenant les 13 étapes approuvées lors de la conférence de révision du TNP en 2000, mais malheureusement « oubliées » après le 11 septembre 2001 ! Et elle acquerrait un poids certain pour entraîner derrière elle les autres puissances nucléaires. Votre amitié pour le président des États-Unis devrait vous aider à convaincre ce dernier de renoncer à déployer les éléments du « bouclier anti-missiles » sur le sol européen. À l'instar de la lutte contre le changement climatique, la lutte contre la prolifération nucléaire est une priorité des années à venir. Hans Blix a fait récemment des propositions que nous vous invitons à examiner de près (cf. bulletin SE de mars-avril 2007), tout comme celles émises par le maire d'Hiroshima dans son projet « Vision 2020 ». Un des premiers pas consisterait à renoncer à tout transfert de technologie nucléaire... civile — dont on sait qu'il est un passage obligé vers le nucléaire militaire —, ainsi qu'au lancement du réacteur EPR, coûteux et inutile de surcroît ! Développer une politique d'économies d'énergie et investir dans les énergies renouvelables est davantage un chemin d'avenir !

Bien entendu, désarmer n'est pas renoncer à « se défendre » ! D'où notre deuxième série de propositions : transférer une partie des sommes colossales économisées par les mesures évoquées ci-avant, d'abord dans l'éducation. Ainsi, dès l'école, apprentissage à la résolution non-violente des conflits. Ensuite dans le maintien de la paix par la constitution et la formation de volontaires civils qui pourraient intervenir dans des zones de conflit de façon préventive, ou pour favoriser les conditions d'une reprise d'un dialogue entre des parties sortant d'un conflit exacerbé. Cet esprit de solidarité, qui pourrait être promu au niveau européen — n'oublions pas que notre pays « présidera » l'Union européenne en 2008 —, renforcerait sans doute la cohésion de toutes celles et ceux qui vivent sur notre territoire, et serait la base d'un « esprit de défense » des valeurs fondamentales de notre démocratie !

Enfin, Monsieur le Président, pour conclure ce trop bref exposé de nos propositions, j'aborderai le troisième domaine : la lutte contre le terrorisme. Il est de plus en plus évident que votre ami et président des États-Unis a fait fausse route et manqué de lucidité au lendemain du 11 septembre. Tombant dans le piège tendu par Ben Laden, il a entraîné une large coalition militaire en Afghanistan, puis engagé ses troupes en Irak au mépris du droit international. Force est de constater aujourd'hui l'échec de cette politique et, pire, l'aggravation de la situation politique, économique et humaine dans toute cette vaste région du Proche et Moyen-Orient ! Et, cerise sur le gâteau, cette politique a enrichi le terreau du terrorisme ! Il faut donc urgemment réagir : le terrorisme ne sera « vaincu » qu'en agissant sur ses causes ! D'où la nécessité de réviser notre politique de coopération et développement avec les pays dits « moins avancés » tout autant que notre politique d'accueil de l'étranger ! Et si les réseaux terroristes doivent être effectivement combattus, ce « combat » relève davantage d'une opération de « police » — qui doit impérativement respecter les droits de l'être humain ! — que d'une opération militaire menée par des soldats hors de nos frontières !

« Très bien, me répondit le Président, je... »

La sonnerie de mon réveil me ramena brutalement à... la réalité !

Patrick HUBERT

Peace and Landes 2 Un festival d'inspections !

Dénoncer le programme de modernisation de l'arsenal nucléaire de la France, c'est bien, mais comment se faire entendre ? Le missile M51 en période d'essais au Centre d'essais des Landes (CEL) met la France dans l'illégalité internationale la plus flagrante et à défaut d'inspecteurs de l'AIEA, ce sont des « inspecteurs citoyens » qui se doivent d'intervenir ! Trois mille personnes au festival, 300 devant les grilles du CEL, une manifestation non-violente où la gendarmerie a respecté les manifestants. Jean Desessard, sénateur Vert, Jean-Jacques Paris, conseiller général communiste, Michel Daverat, conseiller régional Vert, d'autres élus locaux, Olivier Besancenot pour la LCR, Stéphane Lhomme pour le Réseau « Sortir du nucléaire », Arielle Denis pour le Mouvement de la paix ont tous dénoncé l'attitude inadmissible de la France. Une seule fausse note pour les non-violents que nous sommes, la grille d'entrée du CEL s'est détachée de ses gonds, manifestement non adaptés à assurer la tenue des vantaux. Et le gendarme blessé à la jambe n'a pas terni les bons rapports que manifestants et gendarmes ont entretenus pendant les 4 heures de présence devant le site. Une vingtaine « d'inspecteurs » ont pénétré sur le site par de nombreux endroits... et trois d'entre eux par l'entrée principale ont rapidement été interpellés... Un succès pour la non-violence, un succès pour la musique. Un seul regret : nous aurions dû être dix fois plus nombreux, cent fois devrais-je dire.

Dominique Lalanne

Allez les Maires, encore un effort !

Tadatoshi Akiba, le maire d'Hiroshima voudrait atteindre 2 000 adhérents à son association *Mayors for Peace* d'ici fin décembre. Le but ? Déposer officiellement à l'ONU une demande de délibération pour une Convention d'élimination des armes nucléaires d'ici 2020.

De telles conventions existent déjà pour les armes chimiques et bactériologiques. Pour les armes nucléaires, plusieurs États en ont fait la demande. Les maires français se doivent de contribuer à cette pression citoyenne.

Un courrier envoyé par Abolition 2000-Europe suggère aux 81 maires français dont les villes sont déjà membres de *Mayors for Peace* de proposer à quelques collègues d'adopter la même démarche et de rejoindre *Mayors for Peace*. Et nous tous, militants associatifs, poussons nos maires à rejoindre le mouvement !

POUR EN SAVOIR PLUS :

<http://www.mayorsforpeace.org/english/membership/europe1.html>



Des meetings sur le désarmement nucléaire

De tels meetings sont prévus entre mi-octobre et mi-décembre dans une quinzaine de villes*. Toutes les associations d'Abolition 2000 sont participantes et sont appelées à se coordonner pour co-organiser l'événement. Évidemment tous les lecteurs de Stop Essais se doivent d'être mobilisés.

CONTACT : nadia@mvtpaix.org

*Paris, Lyon, Montpellier, Le Havre, Nîmes, Caen, Rennes, Nantes, Toulouse, Bordeaux, Marseille, Lille, Strasbourg, Limoges, Nice.

Jeûne et interpellation à Paris pour l'abolition des armes nucléaires

vendredi 9 novembre

de 8 h 30 à 10 h et de 15 h 45 à 17 h 15

RENDEZ-VOUS : place Jacques-Bainville (M° Solferino) sous l'horloge du ministère de la Défense.

Venez sur place ou jeûnez chez vous ; dans un cas comme dans l'autre, vous êtes invités à le faire savoir à : marie-claude.thibaud@wanadoo.fr (avant le 7/11) ou au 06 71 60 05 46

Polynésie : le retour du « tauï »

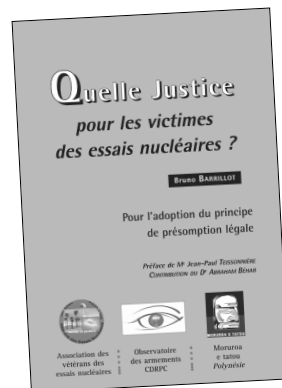
Avec le retour d'Oscar Temaru au gouvernement de la Polynésie, la fameuse « instabilité politique » — tant décriée à Paris par ceux même qui l'organisaient à Tahiti autour de l'ancien président Gaston Tong Sang —, ne serait plus d'actualité. Les « ennemis » de 30 ans ont décidé de prendre les grands moyens en optant concrètement pour une « coexistence pacifique » avec comme objectif de s'attaquer au véritable problème du pays : le développement durable. Bien sûr, la « réconciliation » n'est pas simple entre politiciens qui se sont longtemps combattus, entre personnalités qui ont outrageusement « profité » des largesses et de la politique des yeux fermés de l'État à l'époque nucléaire, entre opposants « irréductibles » qui n'ont pourtant jamais eu la moindre velléité de guerre civile. Bien sûr, la coexistence est et sera encore fragile. Mais l'accord tacite entre les ennemis d'hier fait que l'actuelle équipe au pouvoir dispose maintenant d'un soutien de 44 représentants à l'Assemblée de Polynésie sur 57. Bien sûr, Paris qui voit son poulain Tong Sang écarté et Oscar Temaru aux commandes va tout faire pour tenter de saboter la « coexistence pacifique » en décidant unilatéralement de nouvelles élections en Polynésie, c'est-à-dire, une campagne électorale de six mois avec les municipales.

Quant au « suivi des conséquences des essais nucléaires », il est de toute urgence de reprendre les choses sérieusement car les programmes que nous avons lancés en décembre 2006 — réhabilitations dans les îles proches de Moruroa et suivi médical des anciens travailleurs — exigent une « reprise en main ». Ces actions doivent être orientées en fonction des besoins et des demandes des Polynésiens et pas seulement selon leur conformité avec les intérêts des Armées et de l'État. Le gouvernement Temaru est bien conscient de cette urgence : reste à décider !

En tout cas, Moruroa e tatou exprime toute sa reconnaissance aux amis de Stop essais qui ont, par leur solidarité, permis de « tenir » le cap jusqu'à aujourd'hui.

Bruno Barrillot

NOUVELLES PARUTIONS



Quelle justice pour les victimes des essais nucléaires ?

Pour l'adoption du principe de présomption légale

Bruno Barrillot

Préface de M^e Jean-Paul Teissonnière

Contribution du D^r Abraham Béhar

Lyon, co-édition Aven, Moruroa e tatou et Observatoire des armements/CDRPC, 144 p., 2007, 10 euros + port : 2 euros.

À COMMANDER AU CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon.

La France, depuis sa première bombe à Reggane en 1960, reste crispée sur son dogme des essais propres et sans conséquence sur la santé. Mais aujourd'hui, les preuves foisonnent : les conditions de sécurité des expériences nucléaires sahariennes et polynésiennes de la France ont été gravement sous-estimées. Il n'est plus possible de nier le lien entre la présence sur les sites d'essais ou dans leur voisinage et les pathologies d'aujourd'hui. Malgré l'apposition du secret défense, la vérité sur les essais français éclate.

En 2007, les associations jugent qu'on ne peut plus attendre. La classe politique doit trancher et adopter, par la loi, le principe de présomption. La justice pour les victimes des essais nucléaires est à ce prix.

L'ouvrage rédigé par Bruno Barrillot établit la synthèse la plus complète à ce jour des retombées connues des essais nucléaires français au Sahara et en Polynésie française et, à cet égard, devrait devenir la référence incontournable renvoyant définitivement à leur insuffisance les rapports tronqués établis directement ou indirectement par le ministère de la Défense et le Commissariat à l'énergie atomique. Le livre se termine par une réflexion sur comment « qualifier les atteintes aux droits des victimes des essais nucléaires » ? Crime contre l'humanité ? Génocide ? Bruno Barrillot prend soin d'énoncer les rapprochements, mais aussi les différences qui s'opposent à une telle assimilation.

À l'occasion de la tenue de son assemblée générale, l'Aven (Association des vétérans des essais nucléaires) organise le SAMEDI 27 OCTOBRE de 10 heures à 11 heures un rassemblement devant l'Assemblée nationale (rue de l'Université) à Paris. Vous êtes tous invités à venir soutenir les vétérans dans leur combat pour la vérité et la justice.